Une carrière, exploitée par Holcim, entame profondément la colline du Mormont. *(ÉCLÉPENS, 14 OCTOBRE 2019/VFLPIX.COM/VALENTIN FLAURAUD)*

Le sort du Mormont sera cimenté dans les urnes

VAUD Après le maintien d'une initiative populaire face à un contre-projet cantonal, la protection de la colline du Mormont fait l'objet d'une votation fin septembre. En toile de fond: la durabilité du secteur de la construction, et de toute l'économie du canton

PAULINE RUMPF

Depuis que quelques dizaines de jeunes ont planté leurs tentes sur la colline du Mormont, tout près de la cimenterie d'Holcim à Eclépens, en 2020, le lieu a acquis une renommée suffisante pour se trouver au cœur d'une double votation cantonale. La population vaudoise devra se prononcer le 28 septembre prochain sur son niveau de protection, soit par l'inscription du site dans la Constitution cantonale, au même titre que Lavaux depuis 1977, soit par une loi, déjà validée.

Née après l'occupation du Mormont par la toute première ZAD (zone à défendre) de Suisse, faisant suite à des années de mobilisation dans la région, une initiative exige la protection complète du site, comprenant une interdiction totale de l'exploitation du sol, «à l'exception d'une activité agricole et sylvicole respectueuse de l'environnement et de la nature».

Un contre-projet qui fait presque l'unanimité

Pour les initiants, ce lieu désormais emblématique doit absolument être préservé: il rassemble des espaces naturels particuliers, qui abritent 900 espèces végétales, dont 23 variétés d'orchidées rares, et 500 espèces animales, dont plusieurs sont menacées. «C'est un véritable fleuron de la faune et de la flore du canton, voire du pays», scande le biologiste Alain Chanson, président de l'Association pour la sauvegarde du Mormont. On y trouve également un site archéologique «unique en Europe». Saisi d'un recours, le Tribunal fédéral a toutefois validé en 2022 l'exploitation du secteur de la Birette, berceau de la ZAD, considéré d'intérêt national en termes de ressources calcaires. L'initiative n'aurait donc pas d'effet sur l'activité actuelle d'Holcim. «Nous sommes conscients que la Birette est perdue, admet Alain Chanson. Mais nous voulons tout faire pour empêcher une éventuelle extension un jour.»

Le Conseil d'Etat a toutefois fait un grand pas dans le sens des initiants en proposant un contre-projet indirect, dont une partie a déjà été validée par le Grand Conseil. Plutôt qu'une protection digne de Lavaux, une modification de loi, acceptée en février par le Grand Conseil, place le Mormont au même niveau de sauvegarde que la Venoge. Le comité aurait alors pu retirer son texte; il a choisi de ne pas le faire.

«Nous soutenons les deux, ce paquet est un bon travail de la part du Conseil d'Etat, admet Alain Chanson. Mais nous appelons le peuple à opter pour une meilleure protection. On le voit avec la Venoge, des modifications de lois sont faciles dès que des intérêts viennent remettre en question la sauvegarde de la nature. Le fait qu'Holcim soutienne activement ce contre-projet montre qu'il ne l'inquiète pas trop…» En effet, le cimentier basé notamment à Eclépens, sur les flancs du Mormont, fait campagne pour la proposition du canton. Le paquet du Conseil d'Etat contient par ailleurs l'inscription du concept d'économie circulaire dans la Constitution vaudoise, ainsi qu'une enveloppe de 1,1 million de francs pour soutenir ce principe dans le secteur de la construction, également déjà validée. Objectif: favoriser le réemploi, la réduction des déchets et l'utilisation de matériaux durables. Ce qu'exige également l'initiative, mais seulement en matière de construction.

> «Le contre-projet permet d'assurer la continuité de notre production de ciment locale»
>
> ARTHUR GOT, PORTE-PAROLE D'HOLCIM

«Le volet Mormont de l'initiative est obsolète et fait doublon, assure Arthur Got, porte-parole d'Holcim. Le contre-projet, lui, permet d'assurer la continuité de notre production de ciment locale, et le développement d'un cadre favorisant la réutilisation et le recyclage des matériaux de construction.» Le site d'Eclépens, rappelle Holcim, est pionnier en la matière, produisant un ciment plus faible en émissions de 25% par rapport à la moyenne européenne. En outre, il est raccordé au rail, évitant de nombreux trajets en camions.

«Sans ce site, les matériaux devraient être acheminés depuis l'étranger, poursuit-il. La production des six cimenteries suisses ne couvre actuellement que 83% du ciment consommé en Suisse.» Et de citer l'importance de la production d'Eclépens pour le métro lausannois, l'Hôpital des enfants du CHUV et le programme CFF Léman 2030.

Actuellement, deux permis d'exploiter sont toujours en vigueur, amenant Holcim respectivement jusqu'en 2030 et 2036 selon les zones, et celui-ci évoque aujourd'hui la date de 2060, basée sur la vitesse d'exploitation du volume qui lui a été alloué. Cette prolongation devra toutefois faire l'objet de nouvelles procédures, précise le canton.

Exporter ses nuisances et rallonger les circuits, une solution pour les défenseurs de la colline? «De nombreux chantiers en Suisse se fournissent en France, car le ciment est trop cher ici, rétorque Alain Chanson. Les étendues y sont plus grandes, on trouve des sites moins particuliers que le Mormont. Si le sable vient par train, ça reste intéressant. Par contre, le fait qu'Holcim passe entièrement au renouvelable, on a de la peine à y croire.»

Spécialiste et autrice de plusieurs articles sur le sujet, notamment chez Heidi.news, l'architecte Alia Bengana critique également l'insuffisance des investissements de cette multinationale pour faire baisser son impact carbone. «Holcim fait des efforts pour valoriser des déchets comme combustibles et réutiliser des matériaux comme granulats issus du recyclage du béton, salue-t-elle. Mais ce qui émet le plus, c'est la production du ciment. Aujourd'hui des alternatives utilisant des argiles existent, mais seul un de ses concurrents en Suisse les utilise.»

Soutiens timides, opposition active

Avec le soutien d'Holcim, la droite et les milieux de l'économie combattent aussi une initiative jugée «extrême». Ce jeudi, des représentants du PLR, de l'UDC et des Vert'libéraux se sont dits inquiets pour les emplois directement ou indirectement liés à la filière du béton. «En cas de oui, on s'attend à un recours très rapide pour remettre en question l'exploitation d'Holcim, alors que l'industrie a besoin de prévisibilité», détaille le député PLR Nicolas Suter. Le comité évoque aussi des effets négatifs d'un refus sur les déchets valorisés à Eclépens, notamment des pneus ou des déchets de construction. «L'économie circulaire est en marche, le secteur du bâtiment fait tout ce qu'il peut», assure la conseillère nationale vert'libérale Céline Weber.

Si l'initiative a été portée par plusieurs partis, dont Les Vert·e·s, le PS ainsi que SolidaritéS, Décroissances alternatives et le POP, le soutien s'est érodé avec l'arrivée du contre-projet. A part la gauche radicale, seul le PS soutient aujourd'hui le texte, avec tout de même une préférence pour le contre-projet. «Le bâtiment est responsable de 26% des émissions de CO2. Nous avons besoin d'une action résolue, explique le conseiller national Jean Tschopp. Mais le contre-projet est bon, précis et concret, et crée les bases d'une économie circulaire et résiliente.» Les Vert·e·s, moteurs dans le dépôt de l'initiative, laissent aujourd'hui la liberté de vote et appellent au soutien du contre-projet. «Il répond en grande partie aux enjeux portés par l'initiative, et va même plus loin sur la question de l'économie circulaire», détaille Rebecca Joly, nouvelle présidente du parti vaudois.

L'école neuchâteloise se bat pour l'orthographe

RENTRÉE SCOLAIRE Le canton de Neuchâtel prend des mesures pour que ses élèves maîtrisent mieux le français. La ministre de la Formation Crystel Graf lance aussi un appel aux Alémaniques pour qu'ils n'abandonnent pas l'apprentissage de la langue de Molière

ALEXANDRE STEINER

> «Désormais, 20,15% des petits Neuchâtelois ont un enseignement de l'allemand par immersion»
>
> CRYSTEL GRAF, CHEFFE DU DÉPARTEMENT DE LA FORMATION ET DES FINANCES

Les couloirs de l'Ecole Jean-Jacques Rousseau, à Fleurier, sont encore bien silencieux ce jeudi matin, à l'exception de la salle de conférences du premier étage. Les autorités neuchâteloises ont choisi la commune de Val-de-Travers pour leur conférence de presse de la rentrée. «Comme le veut la tradition, nous visitons chaque année une autre région», rappelle la PLR Crystel Graf, cheffe du Département de la formation et des finances. A ses côtés, Serge Ramel vit sa première conférence de presse en tant que nouveau chef du Service de l'enseignement obligatoire.

Dès lundi, 19 761 enfants répartis entre la 1H et la 11H retourneront en cours, dont près de 900 bénéficieront d'un enseignement spécialisé dans les centres scolaires traditionnels ou en institution. «Le nombre d'élèves par cohorte ne fait que baisser, ce qui pose des défis en termes de coordination. Nous avons suffisamment de place pour en accueillir bien plus!» relève Serge Ramel, rappelant que le canton cherche toujours à améliorer son bilan démographique.

Valoriser des activités ritualisées

Comme dans de nombreuses autres régions de Suisse, cette rentrée sera marquée par l'interdiction des objets connectés – en premier lieu les téléphones portables – dans le cadre scolaire. Notamment pour lutter contre le harcèlement. Mais aussi par la volonté d'améliorer les compétences en orthographe. «Les élèves neuchâtelois n'ont pas brillé lors de la dernière enquête nationale COFO, avec seulement 36% d'entre eux qui atteignaient les résultats attendus», rappelle Crystel Graf.

Pour y remédier, le canton entend notamment valoriser des activités ritualisées, comme une phrase dictée quotidienne. Il mise également sur de nouveaux moyens d'enseignement et organisera en mars une Semaine de l'orthographe, avec des activités ludiques visant à «donner un aspect positif à une matière qui semble parfois pompeuse», ajoute la ministre.

Au programme: *escape game*, concours, ou encore débats. La correction du français dans d'autres branches – par exemple les mathématiques – devra aussi être clarifiée et harmonisée au niveau romand. «Nous ne voulons pas faire entrer ce critère dans les évaluations, mais que les élèves qui font une erreur s'en rendent compte.»

Une question de «cohésion nationale»

Crystel Graf se réjouit par contre de l'avancée des programmes Prima et Anima. «Désormais, 20,15% des petits Neuchâtelois répartis dans 209 classes ont un enseignement de l'allemand par immersion, et tous les centres scolaires peuvent le proposer. C'est une réussite, d'autant plus lorsque l'on voit que l'enseignement du français précoce est très fortement mis sous pression en Suisse alémanique.»

La conseillère d'Etat ne partage pas l'avis de son homologue argovienne, l'UDC Martina Bircher, qui comparait lundi dans *Blick* l'apprentissage de la langue française à de la torture. «Ce n'est ni ce que je pense, ni ce que dit la science. C'est important pour la cohésion nationale, et je pense que je peux parler au nom des cantons romands en disant que nous allons nous battre. Je ne rêve pas d'un pays où l'on se parle en anglais lorsqu'on arrive dans le canton de Berne!»

MAIS ENCORE

Rentrée scolaire normale lundi pour les élèves genevois

La chaleur annoncée ces prochains jours ne devrait pas perturber la rentrée scolaire lundi des élèves genevois. Le Département de l'instruction publique, qui s'attend à la désactivation probable ce week-end du dispositif prévu en cas de canicule, ne prévoit pas de libérer des élèves. (ATS)

PUBLICITÉ